

28.08.2019

**COMMUNIQUÉ DU PACTE CIVIQUE SUITE À LA RÉUNION DU PACTE DU
POUVOIR DE VIVRE AVEC LE PREMIER MINISTRE LE MARDI 27.08.2019**

Retrouver des marges de manœuvre budgétaires

Plusieurs des 19 participants sont sortis perplexes à l'issue de cette réunion. Certes, celle-ci constituait une reconnaissance du rôle possible du Pacte du pouvoir de vivre. Le Premier Ministre était entouré de 5 Ministres, la considération était là, le changement de méthode réel, l'écoute présente, la compétence évidente, l'invite à participer aux consultations à venir clairement exprimée.

Mais aucune perspective de mise en œuvre concrète n'a été donnée à l'égard des 8 propositions qui avaient été faites, comme l'accélération de l'obligation de mise aux normes des passoires thermiques avant location, comme le rattrapage du RSA vis-à-vis du SMIC, comme l'évaluation systématique de l'impact des lois sur les 10% les plus pauvres, comme la possibilité pour les migrants de présenter leur demande d'asile en France et pas seulement dans les pays de premier accueil.

Cette attitude interroge. Un changement de gouvernance clairement affirmé suite au grand débat qui ne se traduit pas par des décisions positives correspondant à des demandes légitimes et patiemment construites de la société civile organisée pose problème. Gouverner autrement, c'est aussi décider autrement.

Il est possible que cette situation s'explique en partie par la lourdeur des contraintes budgétaires. Tant il est vrai qu'il est impossible de tout à la fois baisser les impôts et faire face aux besoins sociaux et écologiques tout en visant l'équilibre budgétaire.

La proposition 53 (sur 66) du Pacte de pouvoir de vivre ouvre une voie de sortie constructive à ces difficultés : « Sortir les investissements verts du calcul du déficit public dans les règles européennes ».

Le moment est bien venu pour proposer cette évolution à nos partenaires européens : une nouvelle Commission se met en place et élabore son programme, la croissance ralentit en Europe et particulièrement en Allemagne, les politiques monétaires semblent avoir épuisé leurs effets stimulants.

De nouvelles marges de manœuvre sont nécessaires pour faire face à la crise écologique sans peser sur les dépenses sociales : la transition écologique doit bénéficier des avantages de financement des dépenses d'armement en période de guerre.

Reste bien sûr à définir le champ et l'ampleur des investissements concernés : beau sujet pour un débat européen. Un débat qu'il faut en tous cas ouvrir sans tarder.

Jean-Baptiste de Foucauld, coordinateur du Pacte civique